

Journée de la terre 2021 : Plusieurs actions en France pour demander à CAF de descendre du train de l'apartheid !

La Campagne BDS France, le 2 avril 2021

Samedi 27 mars, un stand d'information était installé dans le centre ville de **Lyon** par les militant.e.s BDS du collectif 69. Ils ont pu informer les passants des campagnes BDS et expliquer la campagne en direction du groupe CAF.



Mardi 30 mars, 8 militant.e.s de BDS **Paris** se sont rendus devant l'antenne à Paris de la société CAF. Parmi eux, deux camarades sont rentrés dans les bureaux pour remettre le tract au représentant de CAF.

Il les a reçus poliment, a pris le temps d'écouter les arguments de BDS, et a gardé le tract.

Il les a questionnés sur le boycott d'Alstom – qui fait par ailleurs partie des 112 sociétés condamnées par l'ONU pour avoir des activités dans les colonies israéliennes.

Quand les camarades se sont présentés comme faisant partie de BDS, le représentant de CAF a dit se souvenir d'avoir reçu un courrier explicatif provenant de BDS, qu'il avait transféré à ses supérieurs. BDS marque les esprits dans l'entreprise CAF !



Pendant ce temps, à **Saint-Etienne**, la Journée de la Terre a été l'occasion de rappeler la grève palestinienne de 1976 et de participer à la journée internationale d'action en direction de CAF. Saint-Etienne est l'une des 3 villes en France dont le tramway est fabriqué par l'entreprise basque.

Les militant.e.s BDS ont pu expliquer aux passants que cette entreprise, qui fabrique le tramway de Saint-Etienne, est impliquée dans la colonisation de Jérusalem. L'agrandissement de la ligne de tramway de Jérusalem contrevient au droit international qui a mis la ville de Jérusalem sous statut international. Le tramway CAF permettra de relier de nouvelles colonies illégales à la ville de Jérusalem. De nombreux stéphanois.e.s ont témoigné leur solidarité, et ont accepté de prendre des photos pour dire à CAF de descendre du train de l'apartheid.



Nous, militant.e.s BDS, appelons les villes françaises soucieuses du droit international à **ne pas choisir l'entreprise CAF tant qu'elle ne descendra pas du train de l'apartheid !**

Nous continuons la campagne BDS, comme résistance face à l'occupation, l'oppression et l'apartheid, pour l'égalité des droits, et pour le retour des réfugié.e.s

Journée palestinienne de la

terre: emmenez Puma dans une visite virtuelle de son soutien aux accaparements illégaux de terres par Israël

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 29 mars 2021

Puma affirme qu'il ne soutient pas les colonies israéliennes illégales, mais le logo de Puma est sur la carte officielle de l'Association israélienne de football des équipes des colonies.

Puma affirme ne pas soutenir les équipes dans les colonies israéliennes illégales.

Faux!

Puma sponsorise l'Association israélienne de football (IFA). L'IFA ne comprend pas seulement des équipes dans les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées, il plaide activement pour leur maintien.

Le logo de Puma se trouve directement sous une carte officielle des emplacements des équipes des colonies sur le site Web de l'IFA.

Puma ne peut pas nier l'évidence. Tweetez à Puma cette visite virtuelle de son soutien aux accaparements illégaux de terres par Israël. PUMA dit qu'il ne soutient pas la colonisation israélienne illégale sur des terres volées. Oops...C'est bien le logo de @PUMA que l'on voit sur une carte des équipes dans les colonies. Pour le #LandDay, choisissez #BoycottPuma, et non #PumaFam... Cliquez pour tweeter

Puma ne fait ces fausses déclarations que parce qu'il est sous

la pression de **la campagne grandissante #BoycottPuma**.

Puma se soucie profondément de son image de soi-disant champion de la justice sociale.

À l'occasion de la Journée palestinienne de la terre, et chaque jour, dites à Puma qu'il ne peut pas soutenir l'égalité universelle tout en parrainant l'apartheid israélien.

Source : BDS Movement

Traduction JC pour BDS France

N'attribuez pas de marchés publics à la société CAF tant qu'elle profite des violations israéliennes des droits de la personne humaine

Pour la Journée de la Terre, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour mettre fin à l'apartheid israélien.

Il y a quarante cinq ans aujourd'hui, la police israélienne tuait par balles six citoyens palestiniens d'Israël alors qu'ils manifestaient contre l'expropriation par le gouvernement israélien de centaines d'hectares de terre palestinienne. Depuis lors, le 30 mars a été commémoré partout par les Palestiniens comme la Journée de la Terre.

Même si Israël a mis l'annexion officielle sur pause, son

annexion de facto, qui se poursuit depuis des décennies, ne cesse de s'étendre. Israël continue de voler la terre palestinienne, privant les Palestiniens de leurs moyens de subsistance, en tant que moyen de nettoyage ethnique.

En août 2019, la société basque « Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles (CAF) » s'est vue attribuer¹ le contrat d'expansion et de fonctionnement du dit Tramway de Jérusalem (JLR) israélien qui relie des colonies israéliennes illégales à Jérusalem Ouest. L'expansion se fait sur la terre palestinienne occupée, contrairement au droit international, et contribue également à ancrer l'occupation armée et l'apartheid israéliens. Par ailleurs, Shapir, qui travaille en partenariat avec CAF à l'expansion du JLR, est inscrite dans la base de données de l'ONU des sociétés² complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël, crime de guerre selon le droit international.

La contribution de CAF au système d'occupation illégale et d'apartheid israéliens est maintenant la cible d'une campagne internationale de défense des droits de la personne humaine soutenue par les grands syndicats d'Europe. Les syndicats qui représentent les travailleurs de l'usine espagnole de CAF protestent contre la contribution de leur employeur aux violations israéliennes des droits des Palestiniens et exigent que la société se retire.

La société française Veolia, qui a piloté la première phase de construction du JLR, a dû vendre la totalité de ses actions après avoir perdu plus de 20 milliards \$ de marchés publics à cause de la campagne de défense des droits de la personne humaine menée contre elle.

Les institutions publiques européennes, principaux clients de CAF, peuvent et devraient exclure CAF des appels d'offre et des marchés à cause de son implication dans des violations flagrantes des droits de la personne humaine par le biais de ses affaires avec le projet illégal israélien JLR.

En cette Journée de la Terre, les Palestiniens rappellent aux institutions publiques d'Europe et du monde entier leurs obligations juridiques et éthiques : **Respectez nos droits fondamentaux. N'attribuez pas de marchés à CAF**, ni à aucune société inscrite dans la base de données de l'ONU, jusqu'à ce qu'elles cessent de tirer profit de l'apartheid israélien et de sa colonisation incessante de notre terre.



Fédération Générale des Syndicats Indépendants – Palestine

Nouvelle Fédération palestinienne des Syndicats

1

<https://www.caf.net/en/sala-prensa/nota-prensa-detalle.php?e=286>

2

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25542&LangID=E>

Traduction J. Ch. pour BDS France